ENTRAIDE & SOLIDARITÉS

ENTRAIDE & SOLIDARITÉS **MAGAZINE**

Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS • DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS • 46 avenue Gustave-Eiffel • 37100 TOURS • infos@entraide-et-solidarites.fr • **N°335 / Novembre 2026**



Le social, parent pauvre des prévisions budgétaires

CENTRE-VAL DE LOIRE
des associations « à la limite »
Page 4

CHANTIERS D'INSERTION
le chemin de l'emploi pour tous
Page 5

TOURAINE INSERTION
un Collectif dans la tourmente
Page 9

MINEURS ÉTRANGERS
ils préparent bien leur avenir
Page 11

N° ISSN-L 0981-6178

ÉDITO

Que deviendrait la société sans les associations ?

Octobre 2025, un an déjà ! *« Ça ne tient plus ! »* : les associations se mobilisaient pour alerter sur leurs situations financières qui se fragilisaient, voire devenaient dramatiquement intenables.
Octobre 2026, la situation est tout aussi précaire pour de nombreuses associations, 70 % présentent des fonds propres faibles ou nuls, les trésoreries sont fragiles compte tenu de l'arrivée tardive des subventions. L'État annonce déjà pour 2027 une réduction drastique des fonds publics avec des coupes fortes des allocations, des dotations et des subventions aux acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS). Les collectivités ne compenseront pas ces réductions de subventions car elles voient également leurs dotations baisser.
Dans le contexte difficile de préparation du budget 2027 de l'État, des voix s'élèvent pour pointer « l'assistanat » des allocataires des aides publiques (RSA, APL, AME), une immigration massive, ces étrangers qui coûtent cher et impactent fortement le budget du pays…Certains candidats aux prochaines élections présidentielles, ont un discours qui met en avant la préférence nationale, la suppression de l'AME (Aide médicale d'État), des accueils des immigrés. L'image qui se dégage est celle d'un financement associatif massif orienté vers des missions de politique publique : asile, hébergement, action sociale, accompagnement des publics immigrés.
Depuis plusieurs années déjà, les associations et les acteurs de l'ESS alertent les pouvoirs publics sur la dégradation de leurs situations financières et l'insuffisance des moyens accordés aux politiques de solidarité, et l'écart continue de se creuser entre l'augmentation des besoins et les budgets accordés. Même si les associations ont innové parfois au prix de choix difficiles pour s'adapter à ce manque de moyens, il arrive un moment où cela ne suffit plus. Que deviendrait une société dans laquelle les associations ne seraient plus présentes ? et ne seraient plus en capacité d'effectuer les missions d'intérêt général qui leur sont confiées ?

Les Fédérations (la FAS, UNIOPSS-URIOPSS, et le Mouvement Associatif) se sont engagées dans une mobilisation nationale du 10 au 17 octobre autour de la question : *« Et si nous arrêtions vraiment ?...»*, car « elles ne peuvent plus assurer leurs missions dans des conditions dégradées ». L'objectif était double : rendre visibles les difficultés auxquelles sont confrontées les associations de solidarité et de santé, mais aussi mettre en lumière le rôle indispensable qu'elles jouent chaque jour auprès des personnes accompagnées.
Entraide et Solidarités a participé à cette mobilisation via une communication publique et sur ses réseaux sociaux.



Catherine Scaviner
Présidente d'Entraide & Solidarités

ACTUALITÉ

Jusqu'où « se serrer la ceinture » ?

Pas un jour sans une nouvelle alarmante, sans un titre anxiogène : on le sait, la France peine à boucler son budget pour l'année prochaine. Les caisses sonnent le creux, alors que les besoins enflent et que les revendications fusent de toutes parts. Les manifestations contre « la vie chère », partout, sont là pour en attester, et pas seulement à cause du prix des carburants...

Et s'il n'y avait que les budgets de l'État et de la Sécurité sociale ! Mais comme en cascade, toutes les collectivités sont mises au régime, alors qu'elles sont censées voter des comptes à l'équilibre. Leurs subsides ont déjà subi des coupes claires en 2025 et cette année encore. Pour l'an prochain, les prévisions ont la même orientation. On sait bien que l'État ne va pas couper dans les dépenses de Défense, de Sécurité, de Justice, d'Éducation nationale, de Santé...On imagine que les réparations et la rénovation des lycées vont en priorité grever les finances des Régions. La région Centre-Val de Loire à perdu 25 M€ de dotations en 2025, 60 M€ en 2026 et devrait perdre 80 M€ l'an prochain selon le projet de budget. Son président est déçu par l'annonce d'un prêt de l'État...

De leur côté les Départements clament depuis plusieurs années déjà qu'ils sont aux abois et que la « solidarité territoriale » ne peut plus jouer son rôle : alors que le social constitue l'essentiel de leurs dépenses, les départements sont alertés sur le financement des services d'incendie, l'état des routes, et bien sûr l'aménagement des collèges pour lutter contre le réchauffement climatique. La présidente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire – auquel il manque 20 M€ pour 2027 - n'a pas non plus envie de s'endetter auprès de l'État. Isoler les écoles : une nécessité à laquelle les communes sont confrontées de la même façon pour protéger les écoliers, sans négliger pour autant les logements, leurs commerces ni les transports en commun... Des villes et communautés de communes qui, à l'image de Tours et de la Métropole, sont déjà contraintes de se substituer à l'État en mettant le doigt dans l'engrenage du financement de l'hébergement d'urgence.

Le fonctionnement des associations comme la nôtre ne doit pas faire les frais des restrictions annoncées, comme si elles n'exerçaient que dans le superflu. Avec un professionnalisme reconnu, le renfort de bénévoles dévoués, et rigoureusement contrôlées, elles assurent au contraire des services indispensables à la cohésion sociale. Et elles entendent bien les défendre contre les vents contraires et les mauvais augures, comme l'affirme ci-contre la présidente d'*Entraide et Solidarités.*

Logement : peut mieux faire...

Le projet de loi sur le Logement, présenté en juin comme une réponse à la crise actuelle et adopté en juillet par le Sénat, prévoit un troisième programme national de renouvellement urbain et de soutien à la rénovation. Ce qui va dans le bon sens selon la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS). Elle estime toutefois que le texte reste insuffisant face à l'ampleur des besoins. Alors que plus de 2,8 millions de ménages sont en attente d'un logement social et que le mal-logement continue de progresser, notre Fédération appelle à renforcer les financements publics, développer une offre réellement abordable et préserver les garanties du DALO (Droit au logement opposable). Avec le Collectif des associations pour le logement (CAL), elle porte plusieurs propositions d'amendements et poursuit son plaidoyer lors de l'examen du texte à l'Assemblée nationale.



Le budget national pourrait dégrader encore les capacités d'hébergement

Avant même la mobilisation nationale d'octobre dont il est question dans l'éditorial, la rentrée de septembre s'était déroulée dans un climat d'inquiétudes.

À l'heure d'écrire ces lignes, on ne sait quel budget sera voté ou imposé, ni même si le pays aura un budget d'ici l'élection présidentielle. La Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) et plusieurs grandes associations de solidarité ont ainsi alerté sur les conséquences annoncées par le gouvernement dans les secteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion. Alors que la récente canicule a rappelé les dangers de la vie à la rue, des milliers de places d'hébergement sont menacées de fermeture, avec jusqu'à 10 000 suppressions envisagées, malgré un objectif affiché de maintien à 203 000 places, déjà insuffisant face aux besoins. Saturation des structures, dégradation de l'accueil et absence de solutions durables pour les personnes accompagnées sont désormais des réalités largement visibles. Face à cette situation jugée insoutenable la FAS, qui avait rencontré le ministre du Logement début juillet, a appelé le gouvernement et le Parlement à prendre des mesures immédiates pour préserver les capacités d'accueil et la protection des personnes les plus vulnérables. Et dans le cadre de l'élaboration du budget 2027, elle a évidemment constitué une très copieuse liste d'amendements à destination des parlementaires.

« Un chez-soi d'abord » : évolution des capacités d'accompagnement

Un décret du 29 mai dernier (Journal officiel du 31 mai) abaisse de 55 à 20 personnes le seuil minimal de capacité d'accompagnement du dispositif « Un chez-soi d'abord ». Ce dispositif permet aux personnes sans abri les plus fragiles, notamment celles souffrant de troubles psychiques, d'accéder directement à un logement ordinaire et de bénéficier d'un accompagnement adapté. Cette évolution vise à faciliter le déploiement du dispositif dans de nouveaux territoires, notamment ruraux.

« Événements indésirables » : obligation de déclaration

En 2025, la plateforme de déclaration des Événements indésirables graves (EIG) s'est ouverte sur le site « démarche.numérique.gouv.fr » permettant à toutes les associations d'effectuer, via un formulaire, une déclaration d'EIG en ligne. Cette plateforme centralise les déclarations de plusieurs secteurs : Accueil, hébergement et insertion, Parc d'hébergement pour demandeurs d'asile, Services tutélaires. En Centre-Val de Loire, un atelier a été consacré à ce sujet le 15 octobre dernier. Au-delà de l'obligation de déclaration de tout EIG survenu dans une structure, cette plateforme permet à l'administration de suivre la situation de chaque événement, de s'assurer que des suites appropriées ont été apportées, et de travailler des mesures préventives.

Hébergement d'urgence : vous avez dit « fluidité » ?

Dans un contexte de saturation des centres d'hébergement d'urgence et de mise en œuvre du plan Logement d'abord, ces structures et notre Fédération régionale sont particulièrement mobilisées afin de garantir la fluidité des parcours et l'accès aux droits de celles et ceux que nous accompagnons.

Une circulaire du 26 mai dernier, cosignée par les ministres de l'Intérieur et du Logement, est dite « relative à la stabilisation de la situation administrative des personnes bénéficiaires de l'hébergement d'urgence pour faciliter leur accès au logement et à la promotion de l'aide au retour volontaire pour celles qui n'ont pas vocation à se maintenir sur le territoire ». Elle prévoit la mise en place de « commissions préfectorales de fluidité ». La FAS Centre-Val de Loire a écrit en septembre au préfet de région. Elle souhaite siéger dans cette commission : « Dans un contexte de saturation des centres d'hébergement d'urgence et de mise en œuvre du plan Logement d'abord, notre Fédération et ses structures adhérentes sont particulièrement mobilisées afin de garantir la fluidité des parcours et l'accès aux droits de celles et ceux que nous accompagnons...Les enjeux mentionnés, notamment la stabilisation de la situation administrative des personnes et leur accès au logement, concernent notre réseau à plus d'un titre : nos adhérents sont acteurs de l'accompagnement et témoins de problématiques auxquels la circulaire ambitionne de remédier… Il importe d'entendre la voix des structures de terrain. La FAS sera particulièrement attentive à la mise en œuvre des orientations de la circulaire, afin de garantir la continuité et le respect des droits des personnes concernées et de la protection des données personnelles ».

La fiscalité des logements vacants évolue

À compter de 2027, la fiscalité des logements vacants évoluera avec la mise en place d'une taxe unique, qui remplacera la taxe sur les logements vacants (TLV) et la taxe d'habitation
Les grands principes actuels seront maintenus, avec davantage de possibilités pour les collectivités d'adapter les taux d'imposition. Et par ailleurs, un décret de juillet dernier prolonge l'encadrement des loyers dans ces mêmes zones tendues. Mais pour l'instant, l'Indre-et-Loire ne comporte pas de localité en « zone tendue ». L'instauration de **la taxe sur les logements vacants y reste donc facultative. À Tours, la taxe sur la vacance dite « volontaire » est de 22,42 %, et passera à 50 % au 1er janvier 2027.**
À Tours même, plusieurs milliers de logements sont inoccupés : 8 622 logements privés selon le fichier Lovac sur le logement vacant (ministère de la Transition écologique). Il faut y ajouter par exemple près de 1.200 à Joué-lès-Tours, 850 à Saint-Cyr-sur-Loire, ou encore 170 à La Riche. Mais sur ce total, près des deux tiers ne sont vacants que pour moins de deux ans. Environ 2.300 logements sont donc théoriquement disponibles, le plus souvent pour des problèmes de succession ou de mises aux normes.
Un nombre auquel pourraient s'ajouter un bon millier de chambres inoccupées ou de bureaux vides la nuit. La Ville elle-même évalue donc ce « gaspillage immobilier » à 3 500 lieux.

Rappelons enfin que les demandes d'un logement social tournent en permanence autour de 15 000 en Indre-et-Loire – concentrées principalement sur l'agglomération tourangelle, avec 8 600 demandes pour la seule ville de Tours – alors que le nombre d'attributions évolue entre 3 000 et 5 000 par an dans le département.

La précarité alimentaire menace une personne sur dix

C'est la prévision pour la France, et pour la décennie à venir, de l'étude de cinq chercheurs de différents pays, publiée début octobre et basée sur les données des Restos du cœur. En réalité les économistes manquent de données sur les populations les plus précaires. On sait qu'entre 2018 et 2025, 5,5 millions de personnes ont eu recours au moins une fois à l'aide alimentaire des Restos. Ces personnes sont accompagnées en moyenne dix-huit mois. La majorité sort de l'aide alimentaire au bout d'un an et une minorité de 14 % y restent plus de trois ans.
La plupart des personnes accueillies sont sans emploi (90 %), un chiffre qui inclut 3 % d'étudiants, 10 % de personnes handicapées et 11 % de retraités. Plus d'un tiers (40 %) est en situation de « précarité résidentielle » (hébergées par un tiers, en hébergement d'urgence ou sans-abri). Parmi elles, 25 % sont des enfants de moins de 9 ans. Le taux de chômage et l'inflation des loyers figurent parmi les principaux facteurs qui expliquent l'entrée dans l'extrême pauvreté. Ainsi, une hausse de 10 % du taux de chômage entraîne une augmentation de 13 % du nombre de personnes en précarité alimentaire et de 10 % en précarité résidentielle.
« Les politiques publiques agissant sur les marchés du travail et du logement sont en mesure d'aider à prévenir les basculements dans la grande pauvreté », conclut l'étude. En revanche, les paramètres macroéconomiques n'ont pas d'impact significatif sur les taux de sortie de la précarité. Les ménages déjà dans cette situation ont besoin d'un « soutien précoce et ciblé » pour en sortir.

Dans la région : « les associations sont à la limite… »

La présidente régionale de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, Marie-Paul Legras-Froment, a écrit **aux députés du Centre-Val de Loire** à l'occasion de l'ouverture des débats sur le budget de l'État pour 2027 :
« Les financements publics consacrés aux solidarités sont en baisse, alors que la pauvreté atteint des niveaux historiques et que les besoins sociaux ne cessent d'augmenter. Cette situation fragilise directement les associations et les personnes qu'elles accompagnent, mettant en péril la capacité de notre pays à répondre aux situations de précarité et d'exclusion. Des places d'hébergement, des accompagnements vers l'accès aux droits et des dispositifs d'insertion par l'activité économique sont contraints de réduire leur activité, faute de moyens. Des emplois sont supprimés et des associations ferment.
Depuis plusieurs années, les associations s'adaptent, innovent et recherchent des solutions pour continuer à répondre aux missions que l'État et les collectivités territoriales leur confient. Mais cette capacité d'adaptation atteint aujourd'hui ses limites…
La FAS a publié un rapport sur l'état du secteur des solidarités, basé sur une enquête menée auprès de 930 organisations de son réseau. Il révèle que ***quatre associations sur cinq anticipent une dégradation*** *ou une incertitude totale sur les douze prochains mois, du fait d'une fragilisation financière systémique. Dans un esprit d'engagement et de responsabilité face au contexte budgétaire global, nos réseaux sont en constant dialogue avec le gouvernement, les services de l'État, les parlementaires, les collectivités territoriales et les élus locaux. Malgré cela, les signaux que nous recevons ne cessent de nous alarmer.*
Nous demandons simplement que les moyens soient cohérents avec les missions qui leur sont confiées. Nous n'entendons pas nous résigner...Pour toutes ces raisons, nous vous sollicitons pour soutenir un budget plus juste et solidaire et à la hauteur des besoins sociaux ».





Le travail est la clé de l'inclusion

Très dépendante des financements de l'État, l'Insertion par l'Activité économique doit mieux se faire connaître, notamment des collectivités locales, pour développer ses activités.

On parle beaucoup de l'IA, l'intelligence artificielle, beaucoup moins de l'IAE, l'Insertion par l'Activité économique ! Alors que la précarité touche de plus en plus de personnes, avec ou sans formation, l'IAE est pourtant un moyen efficace de laisser moins de monde au bord du chemin. Mais elle n'est pas dans les priorités de l'État. Et si les chantiers d'insertion n'ont jamais été une voie royale, il ne faudrait pas qu'ils deviennent des « sentiers » d'insertion.

Il existe un collectif national IAE, auquel appartient la Fédération des Acteurs de la Solidarité. Au début de l'été, une délégation a été reçue par le ministre du Travail **et des Solidarités.** Il n'a pas manqué de souligner que l'IAE *« est à la croisée de la Solidarité et de l'Emploi, deux sujets au cœur de son ministère »*, et s'est dit prêt *« à travailler pour que le budget de l'IAE soit préservé »*. Et il est vrai que si le projet de budget 2027 de son ministère perd 2 milliards (à 18,6 Mrds €), l'enveloppe affectée à l'IAE serait égale à celle de 2026 : 1,3 Mrd. C'est-à-dire quand même en baisse de l'inflation, supérieure à 5 %, après déjà une baisse de 6,5 % entre 2024 et 2026… Le collectif IAE estime que cette diminution d'environ 80 millions *« engendrerait la suppression d'environ 4 000 emplois en insertion, soit plus de 10 000 parcours d'insertion en moins par rapport à 2026 »*. Les crédits dédiés à la formation des salariés en transition sont également prévus en diminution.

On ne baisse pas les bras !

L' « aide au poste », qui constitue l'essentiel de ces crédits, a bien été réévaluée en juin dernier du même montant que le SMIC, mais on voit que les perspectives ne sont pas réjouissantes. Dans ce contexte, l'heure n'est pourtant pas à baisser les bras ! Pour montrer davantage encore son utilité dans la lutte contre le chômage, l'IAE doit tout faire pour développer ses activités. L'an dernier, les ateliers et chantiers d'insertion d'*Entraide et Solidarités* - qui sont également soutenus par le Département, au titre du RSA - ont accompagné 244 salariés pendant une durée moyenne de près de 14 mois. Plus de la moitié d'entre eux (52 %) ont connu une sortie positive, emploi ou formation. Les travaux réalisés ont donné lieu à 890 factures totalisant un chiffre d'affaire de 2 millions €.

Malgré la morosité ambiante, l'année 2026 ne devrait pas marquer un recul. L'enjeu est maintenant de faire encore mieux en 2027 !

Contact
40, rue Augustin-Fresnel
37170 Chambray-lès-Tours
02 47 27 62 84

DOSSIER

Les domaines d'activité se diversifient

Avec souplesse, les chantiers d'insertion s'adaptent à l'évolution des besoins. Et on les trouve maintenant là où on ne les attendait pas.

Le Pôle d'activités économiques d'Entraide et Solidarités à Chambray-lès-Tours, est le siège des ateliers et chantiers d'insertion de l'association, qui en développe également à son antenne de Chinon.
Dirigé par Sébastien Lamant, il compte 27 salariés permanents, des professionnels qui encadrent sur les chantiers les salariés en transition, mais aussi des « chargés de mission emploi » (CME, autrefois nommés conseillers en insertion professionnelle). Les demandeurs d'emploi y sont adressés par France Travail mais également par d'autres prescripteurs. Ils peuvent se renseigner sur : https://communaute.inclusion.gouv.fr/documentation/ ou sur : https://plateforme.inclusion.gouv.fr

Sur les chantiers d'insertion, on considère que les salariés ne sont pas « éloignés de l'emploi » comme on le lit souvent, mais écartés du **marché du travail**. Le savoir-faire et l'expérience qu'ils vont y acquérir les en rapprocheront. Un parcours qui va se construire avec le salarié en transition professionnelle, et passer peut-être par une PMSMP (Période de Mise en Situation en Milieu professionnel : *comme beaucoup d'autres, ce secteur a son jargon*…). D'autant que les CME vont exercer en parallèle une véritable médiation entre le salarié et l'entreprise, jusqu'à un suivi dans l'emploi pour qu'il soit durable.

Notre association dispose maintenant de dix ans d'expérience dans ce domaine, avec le dispositif SEVE (SIAE et Entreprises Vers l'Emploi), qui a profondément changé la logique d'accompagnement, et auquel elle forme même d'autres structures d'insertion.

L'an dernier, 135 entreprises partenaires ont ainsi fait appel à Entraide et Solidarités pour cette appui au recrutement.

Une dimension sociale évidente

Au fil des ans les domaines d'intervention de nos chantiers d'insertion se sont multipliés, et se sont surtout adaptés à l'évolution des besoins. Ils sont maintenant très performants dans des secteurs devenus cruciaux pour l'environnement tels que la perméabilisation des sols, la récupération d'eau ou les toitures végétalisées, et pour intervenir avec souplesse dans des domaines inattendus comme le marquage au sol ou l'entretien et le fleurissement de tombes ! Ils sauront encore évoluer en fonction des nécessités comme il est envisagé de la faire par exemple pour des prestations viticoles.

L'an dernier, les collectivités n'ont totalisé « que » 38 % du chiffre d'affaires des chantiers. Les municipalités nouvellement élues en 2026 n'ont sans doute pas encore songé à appliquer les clauses sociales d'insertion dans les marchés publics. C'est un outil d'intervention contre la précarité, notamment des jeunes. Les chantiers d'insertion ne transmettent pas seulement des compétences, ils permettent de résoudre des problèmes sociaux de logement, d'accès aux droits, de santé, de mobilité, d'apprentissage du français...

Alors que la pauvreté se répand, l'économie sociale et solidaire ne devrait laisser indifférents ni les collectivités territoriales, ni le monde associatif, ni les organismes publics ou privés. Notre pôle économique est à leur disposition pour des prestations variées.



Pendant les portes ouvertes, présentation du matériel de Manutention et nettoyage urbain

De nombreux secteurs d'intervention

Espaces verts et environnement

Création et entretien, abattage, débroussaillage et depuis peu broyage de déchets verts à domicile dans le Chinonais (sur inscription en mairie).
espacesverts@entraide-et-solidarites.fr

Restauration

L'atelier est, lui, implanté sur le site de notre cuisine centrale, au Sanitas. Il produit et livre des repas et plateaux repas à quelques collectivités, mais assure aussi des buffets et prestations de traiteur à la demande, avec une qualité reconnue. Consultez plutôt la carte : *https://entraide-et-solidarites.fr/wp-content/uploads/2026/01/entraide-solidarites-carte-2026.pdf*
cuisinecentrale@entraide-et-solidarites.fr



Un service « traiteur » qui a fait ses preuves

Éco-transition

Un secteur où les communes devraient investir de plus en plus, non seulement pour la voirie et les réseaux divers, la pose de clôtures et portails, de toitures végétalisées, mais surtout pour la préservation de l'eau, un enjeu majeur pour lutter contre le ruissellement et l'artificialisation des sols dans les agglomérations. L'association a acquis un savoir-faire reconnu depuis plusieurs années maintenant dans l'installation de récupérateurs d'eau, et la perméabilisation des sols.
ecotransition@entraide-et-solidarites.fr

Manutention et nettoyage urbain

Transport et installation de mobilier, débarras, nettoyage haute pression, piquetage..
manutention@entraide-et-solidarites.fr

Propreté

Entretien des locaux, remise en état, nettoyage après travaux, etc.
proprete@entraide-et-solidarites.fr



Des visiteurs lors des portes ouvertes sur le secteur propreté

Bâtiment second œuvre et Maintenance

Peinture, revêtements muraux et de sols, cloisons et faux plafonds, et depuis peu le marquage au sol, en plein développement (en co-traitance et sous-traitance), ainsi que la « dépose soignée » qui consiste à récupérer des matériaux légers (bois d'œuvre, parquets, isolants, etc.) pour en permettre le réemploi. Maintenance : entretien bâtiment, électricité, plomberie, serrurerie, etc.
batiment@entraide-et-solidarites.fr ou maintenance@entraide-et-solidarites.fr

Qu'il s'agisse de fournir régulièrement des repas ou d'une prestation ponctuelle de traiteur, de grands travaux (tram, rénovation urbaine…) ou du simple marquage au sol d'une seule rue, les mairies, associations, organismes divers et particuliers adhérents de l'association sont invités à se renseigner ou à demander un devis.

Contact :
Entraide et Solidarités
40, rue Augustin-Fresnel • 37170 Chambray-lès-Tours
02 47 27 62 84 • emploi@entraide-et-solidarites.fr

À Chinon et autour aussi

Notre antenne de Chinon est elle aussi à la disposition des collectivités locales, des associations et organismes divers, ainsi que des particuliers adhérents de l'association. Ses ateliers et chantiers d'insertion interviennent dans quatre secteurs d'activité



Entretien des espaces verts et des milieux naturels

Débroussaillage, abattage, tonte, taille, plantations, clôtures, broyage des végétaux chez les particuliers.
Tél. 06 82 69 86 53

Peinture

Peinture intérieure et extérieure, revêtements murs et sols, etc.
Tél. 06 74 00 12 80

Maçonnerie et second œuvre Bâtiment

Terrassement, réseaux, démolitions, élévations, ouvertures, dallages, terrasses, façades (pierres et enduits)... cloisons, isolation, faux-plafonds...
Tél. 06 74 00 12 80

Divers

Entretien et remise en état de logements et de lieux communs, désencombrement de logements, nettoyage de chantiers, mais aussi entretien de tombes… et depuis peu « coup de main » pour votre déménagement !
Tél. 07 86 33 39 64

DOSSIER

Deux exemples récents de diversification et de réponses aux besoins

Le programme « Premières Heures en Chantier » (PHC), est un sas temporaire, très progressif, individualisé, destiné aux personnes à la rue, en situation de grande exclusion, pour lesquelles les dispositifs d'insertion classiques s'avèrent inadaptés. Le dispositif est intégré au sein de nos chantiers d'insertion, et permet ainsi d'engager un parcours d'emploi et de travailler la mise à l'abri et la santé.

Brochure : *https://entraide-et-solidarites.fr/wp-content/uploads/2026/09/03092026-Plaquette-PHC-EES.pdf*

Film de présentation : *https://entraide-et-solidarites.fr/pole-activites-economiques#phc*

Après la fermeture du restaurant solidaire de la rue Bernard-Palissy à Tours, nous avons mis en route un **food-truck** qui distribue lui aussi des repas gratuits, en fin d'après-midi en deux endroits de la ville. Environ 70 repas par jour sont confectionnés par notre cuisine centrale, et servis par des bénévoles de notre association et de la Croix-Rouge.

En complément des financements publics, une aide privée nous permet maintenant de faire fonctionner ce service cinq jours par semaine, du lundi au vendredi lire plus loin).

TOURAINE INSERTION **dans la tourmente**

C'est un collectif qui vient de « fêter » ses 10 ans d'existence. Il regroupe les structures d' insertion par l'activité économique (SIAE) actives en Indre-et-Loire. Ce sont ainsi des AI (associations intermédiaires), des EI (entreprises d'insertion), des ETTI (entreprises de travail temporaire d'insertion) et des ACI (ateliers et chantiers d'insertion) qui se retrouvent pour partager des bonnes pratiques et promouvoir l'insertion de personnes éloignées du travail et souvent dans la précarité.
Mais au printemps de cette année le Conseil départemental a annoncé l'arrêt du financement de TI qu'il avait contribué à créer. Cette annonce mettait en péril son existence. La directrice, Céline Blin, clé de voûte du collectif depuis le début, qui a participé à son lancement, ne pouvait plus être rémunérée...L'assemblée générale annuelle d'août dernier s'est résolue, avec beaucoup d'émotion, à son départ contraint.

Le 29 septembre dernier une AG extraordinaire a confirmé, avec plus de 24 membres représentés, le maintien de l'activité...sans salarié. Même si l'option de mise en sommeil de l'association est possible, les membres de TI ont confirmé la volonté de maintenir les « Cafés et Thés prescripteurs » permettant des contacts avec les employeurs, les ateliers d'analyse de pratiques donnant aux encadrants techniques des membres l'opportunité d'échanger utilement. La volonté de coordination avec le monde du handicap reste aussi un axe de développement.

Grâce à ses membres, administrateurs ou salariés, Touraine Insertion a participé au Forum de l'Insertion le 13 octobre à la mairie de Tours (photo), et au Comité départemental de l'Insertion par l'Activité économique. Le défi pour cet automne reste bien de bâtir un budget 2027…Entraide et Solidarités participe au collectif avec Sébastien Lamant directeur du pôle économique de notre association, et Bernard Schmitt, administrateur, qui assure temporairement la présidence de Touraine Insertion.





Les administrateurs en visite à Chinon

Le conseil d'administration de septembre de notre association s'est exceptionnellement réuni à l'antenne chinonaise de l'association. L'occasion pour les administrateurs qui ne connaissaient pas le site de visiter d'abord l'épicerie solidaire l'Embarcadère. Accueillis par sa responsable Véronique Blateau, ils se sont fait expliquer le fonctionnement de ce service qui a su se rendre indispensable depuis des années maintenant. Une trentaine de familles s'y fournissent à bas prix, grâce à l'aide de la Communauté de communes, de la Banque alimentaire et de grandes surfaces locales. Grâce aussi au concours de nombreux bénévoles, qui collectent sur le marché et animent également divers ateliers à longueur d'année.

Sous la conduite de Nathalie Dréano, directrice du pôle qui pilote l'antenne, les administrateurs ont ensuite visité le siège, les locaux administratifs et les installations qui abritent notamment les matériels des chantiers d'insertion.
Et à la faveur du beau temps, c'est dans la cour que se sont déroulés les présentations et les échanges avec l'ensemble du personnel. Une équipe « dynamique, solidaire et très ancrée sur le territoire », qui met en œuvre ici, à une moindre échelle bien sûr, les mêmes services qu'à Tours.

La réunion de travail animée par la présidente Catherine Scaviner, puis le dîner qui ont suivi ont également permis de se pencher sur les problèmes comme sur les projets spécifiques de cette antenne, présentés par Émilie Bourgeois et Christophe Guilmet, qui coordonnent respectivement l'hébergement et les chantiers d'insertion.





Hébergement d'urgence : on joue les prolongations à la vallée du Cher

Le CTRO de Tours (Centre technique régional omnisports), à la Vallée du Cher, devait fermer ses portes le 1er septembre dernier. Les 90 sans-abri qu'il héberge, par rotations, ont un répit jusqu'au 31 mars 2027. L'État, la Ville de Tours et la Métropole ont en effet accepté d'en prolonger le financement.

Depuis novembre 2024 et l'annonce de la mise à disposition de ces locaux dédiés aux jeunes sportifs, c'est une histoire à rebondissements. Ce site d'accueil pour des familles à la rue, dont la gestion a été confiée à notre association, ne devait durer que quelques mois. Son fonctionnement a d'abord été prolongé jusqu'à fin mars 2026, puis jusqu'au 1er septembre notamment pour cause de canicule, mais une semaine avant l'échéance un nouveau sursis de sept mois a donc été accordé, au terme de discussions avec les collectivités et les instances sportives.

Il faut dire que sa fermeture serait venue aggraver une situation déjà tendue à cause du manque chronique de logements sociaux et de places d'hébergement, et de la menace d'expulsion qui planait sur les occupants de la « MIP » aux Beaumonts…

Le food-truck maintenant ouvert sur cinq jours



Le food-truck est ce camion où toute personne dans le besoin peut venir, sans justificatif, chercher un repas gratuit préparé par notre cuisine centrale, depuis plusieurs années maintenant. Il stationnait à Tours quatre jours par semaine, à partir de 18h30 place Choiseul, et une heure plus tard boulevard Heurteloup. Depuis septembre, la distribution est possible sur cinq jours, du lundi au vendredi, grâce à un financement complémentaire de la Fondation BNP Paribas. Un salarié coordonne ce service, qui fonctionne grâce à des bénévoles de notre association et de la Croix-Rouge.
En allant ainsi au-devant des plus démunis on ne réduit pas seulement la précarité alimentaire, nous brisons un peu l'isolement et créons du lien humain.Mais le financement public d'un tel service n'est jamais définitivement acquis. Et la Ville de Tours nous a fait savoir qu'elle retirerait le chalet du boulevard Heurteloup qui permettait de servir des repas chauds...

Du nouveau à Camus pour les familles monoparentales

Un projet est engagé entre Entraide et Solidarités et CDC Habitat (filiale immobilière de la Caisse des Dépôts et Consignations), qui implique le CHRS Albert-Camus de notre association, à Tours nord. L'objectif de CDC Habitat est de repenser le logement et le « vivre ensemble » en créant des interactions entre locataires et dans le quartier.
Ainsi, tenant compte des besoins spécifiques des familles monoparentales – elles sont plus de 6 000 à Tours - qui ont des difficultés à trouver des logements, des appartements innovants leurs sont dédiés dans ce modèle d'habitat expérimental, le « Halo : une petite cellule d'isolement qui peut s'intégrer dans le salon.
Dès l'origine CDC Habitat, en lien avec l'association KOZOKU, a souhaité intégrer le CHRS Camus dans cette projection. Deux logements y sont donc dédiés à des familles monoparentales accompagnées par le CHRS, comme une étape vers le relogement. Un projet connecté à la réalité et aux besoins des familles accueillies.





Des jeunes étrangers soucieux de leur avenir

Et une belle promotion de plus ! C'est un rendez-vous d'automne apprécié au service des MNA (Mineurs non accompagnés) d'Entraide et Solidarités : la remise des diplômes aux jeunes étrangers qui ont réussi divers examens lors de la dernière année scolaire.

Elle a eu lieu le 7 octobre au sein du service, dans les locaux du Sanitas, et cette année encore ils ont été nombreux à décrocher ne serait-ce qu'un Diplôme d'étude de langue française pour les nouveaux arrivants non francophones, un Certificat de formation générale (pour 11 jeunes), mais surtout pour beaucoup un Bac professionnel (3 jeunes) ou un CAP (16 d'entre eux) dans les métiers du Bâtiment-Travaux publics, de l'Automobile, de la Restauration ou encore de la Propreté-Hygiène.

Ils ont d'autant plus de mérite que ces adolescents, venus en majorité d'Afrique subsaharienne, ont vécu de dures épreuves avant d'atteindre la France et de nous être confiés par le Département. Une qualification professionnelle est pour eux un véritable passeport pour une intégration heureuse. Il suffit pour s'en persuader de voir avec quelle émouvante sincérité ils remercient, lors de cette cérémonie, tous ceux qui les ont aidés. Ils sont d'ailleurs nombreux à avoir trouvé un emploi, ou à poursuivre leurs études.

Une cérémonie très festive qui s'est déroulée en présence du chef du service MNA du Conseil départemental, Arnaud Barbot, des partenaires et enseignants professionnels ou bénévoles, et de tous les salariés du service MNA de notre association derrière la présidente Catherine Scaviner et la directrice générale Christelle Dehghani.

Et cette année la responsable du service, Marie-Eva Charasson, a reçu elle-même un « parchemin », elle aussi sous les applaudissements ! Elle a tenu en effet à poursuivre sa formation en passant un Diplôme universitaire « Santé, Société, Migrations ». Un diplôme qu'elle a dédié à tous les jeunes accompagnés ici – ils sont 53 en ce moment, dont 4 jeunes filles – car « c'est pour mieux vous connaître et mieux vous aider que je l'ai fait… ».





Musique et danse pour la « rentrée culturelle » avec Cultures du Cœur

Fin septembre sonnait bien la rentrée pour tout le monde, et même la rentrée « culturelle » pour Entraide et Solidarités et son partenaire Cultures du Cœur qui, cette année encore, avaient donné rendez-vous au tiers-lieu des Beaumonts à Tours.

Un rendez-vous festif, fruit d'un travail collectif entre les équipes des deux associations, avec l'envie « de rendre la culture accessible à toutes et tous et de favoriser les rencontres entre habitants, bénévoles, professionnels et partenaires ». Aux accents de la musique brésilienne de l'excellent groupe Forro de Bom – puis sous le charme de la danse moderne avec Cécilia Ribault et le batteur Matthieu Desbordes – bon nombre de personnes accueillies dans nos structures d'hébergement mais aussi de salariés, ont passé là un agréable après-midi.

En famille souvent, le visiteurs ont déambulé entre les jeux et les stands du petit village associatif où le cinéma avait la part belle (avec les Studio, l'Association des cinémas du Centre, Passerelleciné…) mais aussi Aides, les Chemins de Transitions ou encore le Collectif cycliste. Et comme chacun recevait à l'entrée des bons pour un goûter, une boisson et un vêtement, le « Pacher shop » et la buvette n'ont pas chômé ! Adeline et Jeanne pour Cultures du Cœur, et la présidente d'Entraide et Solidarités Catherine Scaviner, ont chaleureusement remercié les équipes organisatrices, tous les participants, sans oublier les financeurs de nos associations.



Un jour pas comme les autres, à la Cité des sciences

Ce vendredi 14 août, 5h30 : Tours dort encore lorsque 75 personnes accompagnées par le SLEX Urgence (Service des logements extérieurs) d'Entraide et Solidarités, ainsi que 9 encadrants (salariées, psychologue et bénévoles), prennent la route en car direction Paris et la Cité des sciences de La Villette.

Entièrement financée par la préfecture d'Indre-et-Loire et préparée en concertation avec les familles, cette sortie visait à favoriser l'inclusion sociale et culturelle à travers l'accès à la science.

Au programme la Cité des enfants pour les plus jeunes, et le Planétarium ou l'espace Sténopé pour les adolescents et adultes un pique-nique partagé pour échanger ses premières impressions et se rencontrer. Et durant l'après-midi, chacun explore à son rythme au gré de ses envies.

Le temps de cette journée, la routine a donc laissé place à la curiosité, à la convivialité et au plaisir d'être ensemble, loin du quotidien.



« AGIR » pour les réfugiés en Indre-et-Loire



Charlotte de Woillemont et Pauline Liger (Photo NR)

Notre association a participé début octobre à la Semaine de l'intégration des étrangers primo-arrivants en France, afin de mieux faire connaître le statut souvent méconnu des réfugiés, et de lutter contre les préjugés qui persistent. Charlotte de Woillemont et Pauline Liger, respectivement responsables du dispositif Agir et de la plateforme d'hébergement et de logement des réfugiés au sein de l'association, ont animé une série d'actions qui ont permis de faire le point.

Actuellement, la capacité d'accueil des différents dispositifs d'Entraide et Solidarités avoisine 350 personnes, aidées à obtenir leurs droits et accompagnées vers le logement et l'emploi. Les résultats sont là : dans le cadre du programme AGIR, lancé en 2024, 372 personnes ont été accompagnées et 75 d'entre elles ont obtenu un emploi et un logement. La protection internationale que confère le statut de réfugié, pour cinq ou dix ans, entraîne en effet le droit au travail et au logement : il est bon de le rappeler notamment aux organismes de formation et aux entreprises. D'autant que les réfugiés ont souvent des compétences inattendues et s'avèrent extrêmement motivés.

Pour mieux se comprendre

La loi oblige à remettre à toute personne hébergée plusieurs documents, souvent complexes, alors qu'à l'entrée ces personnes sont parfois malades et souvent non francophones. Un projet innovant baptisé *« Un Clic pour tout comprendre »* a été réalisé sous la houlette de la directrice de l'Hébergement, Fabienne Forveille. Pour décrypter ces documents importants, trois vidéos ont été conçues et tournées fin octobre par les personnes hébergées elles-mêmes, avec l'aide d'un professionnel. Elles sont visibles sur notre site internet.



Entraide et Solidarités a reçu les élus chinonais

Notre antenne chinonaise a accueilli plusieurs élus du territoire autour d'un petit-déjeuner convivial, mi-septembre. Une matinée consacrée à la découverte des actions de l'association, à l'échange et au renforcement des liens avec les acteurs locaux pour mieux connaître les réalités du terrain, partager les projets et surtout créer du lien.

La présidente Catherine Scaviner, ainsi que Michel Bonnet, vice-président et la directrice générale Christelle Dehghani, avaient rejoint l'équipe locale pour exposer concrètement les actions conduites par l'association, l'accompagnement proposé chaque jour aux personnes accueillies et accompagnées par tous les services, et les projets en cours.

Un temps de rencontre qui a également permis de dialoguer autour des enjeux sociaux auxquels le territoire est confronté, et de rappeler combien la coopération entre les associations, les élus et l'ensemble des acteurs locaux est essentielle pour apporter des réponses au plus près des besoins des habitants.

L'épicerie « *Saveurs et Solidarités* » a repris ses tournées !

C'est le nom de l'épicerie solidaire itinérante mise en place par notre antenne de Chinon : un projet économique d'entraide alimentaire, qui vient soutenir les petits budgets dans les communes environnantes. Elle s'installe périodiquement dans une salle commune mise à disposition par la mairie et elle est accessible, en libre service, aux personnes ou foyers dont le reste à vivre est inférieur à 7 € par jour et par personne. En fonction de leur revenu, les bénéficiaires peuvent acheter des denrées diversifiées pour 10 à 30 % de leur valeur marchande.

L'épicerie itinérante favorise ainsi une alimentation diversifiée et de qualité. Mais elle crée aussi du lien social, informe et organise des ateliers thématiques. Les « clients » peuvent en effet participer aux animations, et bénéficier d'un accompagnement social.

On peut la trouver certains mercredis à Anché, Avon-les-Roches et à Beaumont-en-Véron.

Renseignements et inscriptions : Thierry Gourvat > 06 24 03 19 39
ou epicerieitinerante@entraide-et-solidarites.fr

VIE DE L'ASSOCIATION

Un nouveau Conseil à la Vie sociale Hébergement



Le CVS est un espace essentiel : il permet aux personnes accompagnées de participer pleinement à la vie du service et de donner leur avis sur son fonctionnement. Il doit y avoir maintenant autant de CVS que de services, et la réforme se met en place. Le CVS du Pôle Hébergement a été installé début octobre et il était composé de 8 résident·e·s, le représentant des salariés, 2 stagiaires, 1 administratrice et 8 professionnel·le·s.

Les débats ont été nombreux et les échanges riches, dans une ambiance conviviale. Chaque voix a pu s'exprimer et compter dans les décisions prises.

Une belle journée de brocante solidaire



Le 21 octobre, la brocante solidaire organisée quartier des Fontaines à Tours par le Service d'Insertion et d'Accompagnement vers le Logement (SIAL) a été l'occasion de partager un moment convivial entre familles et services de l'association. Un grand merci aux personnes accompagnées qui ont participé à la préparation de cette journée dans la bonne humeur (photo), ainsi qu'à toutes les personnes présentes !



La magie du cirque pour petits et grands





Près de 45 personnes, femmes et enfants que nous accompagnons, ont pu assister fin octobre au magnfique spectacle du Cirque Pinder à Tours, grâce aux places gratuites que celui-ci avait mises à disposition de notre association.

Un grand merci à Pinder pour les moments d'émotion, les surprises et la magie : des souvenirs pour longtemps !

ITINÉRAIRE

Sociologue et moniteur-éducateur à *La Maison*

Mahé est sociologue de par sa formation initiale, titulaire d'un Master 2 secteur social. Il découvre le travail de terrain à l'Entraide lors d'un service civique de dix mois à la Maraude sociale, puis il y revient pour un stage. Il a aussi enrichi son parcours par un séjour en Norvège (en Erasmus) pour réaliser une étude sur le métier de travailleur social (TS) de terrain et TS administratif, en comparant les systèmes installés en France et en Norvège. Ce parcours universitaire et ses diverses expériences lui ont donné les compétences, et aussi l'envie de poursuivre vers le métier de travailleur social. Il a intégré Entraide et Solidarités par un premier remplacement au CTRO, et depuis le 2 février 2026 il est moniteur-éducateur à La Maison, le site qui accueille à Tours de grands précaires en tiny houses et caravanes.

Mahé y apprécie sa mission, riche et très variée : *« je ne m'ennuie pas »*, dit-il. Son travail consiste à répondre aux questions des personnes, les accompagner pour écrire un CV, ou passer un coup de fil, résoudre les petits soucis du quotidien, et aussi veiller au bien-être, à la santé des résidents, organiser des sorties et animer le lieu. Pour tout cela, Mahé ne manque pas d'idées. Bref, c'est faire en sorte que les résidents s'y sentent bien. Et aussi, il met en place le PAQI (plan action quotidien individualisé) qui permet d'évaluer le niveau d'autonomie des personnes, afin de répondre au mieux à leurs besoins et les orienter vers les services sociaux adaptés.
Pour réussir cet accompagnement, et faire évoluer la situation des personnes, le plus difficile et le plus long est ce travail d'écoute au quotidien, indispensable et préalable à toute action. Mahé m'explique que ce lien de confiance se construit au jour le jour. Ce chemin n'est pas un long fleuve tranquille, il est fait d'avancées et de retours en arrière, et il n'est pas le même pour chaque résident auquel il faut s'adapter en fonction de l'histoire et du parcours de chacun, souvent chaotique. Ce travail de proximité est très important pour construire la relation qui conduira le résident à accepter le changement ou la future rencontre avec un TS. D'un point de vue personnel, Il faut trouver le juste milieu entre cette proximité et la distance indispensable pour son propre équilibre.

Mahé me dit que *« NON, La Maison n'est pas un endroit dangereux »*, il s'y sent bien avec des sources de satisfactions même si, sensible à la qualité de vie au travail, la période estivale avec



Mahé apprécie sa mission « riche et variée »

ses phases de canicule n'a pas été facile pour les salariés et les résidents. Il aimerait aussi travailler un peu plus en binôme car ce serait plus riche pour les échanges, et le partage d'expériences. L'équipe de La Maison est petite mais soudée.

Et Demain ? ses projets ? Mahé a beaucoup d'idées pour améliorer le quotidien de son travail, mais aimerait à plus long terme découvrir un autre métier, de proximité avec la nature. On ne peut que lui souhaiter de réaliser ses rêves mais pas tout de suite : les résidents ont encore besoin de lui !

Catherine

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

J'ADHÉRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

Je (nom, prénom) : .....
Adresse : .....
CP : ..... Ville : .....
Téléphone : ..... e-mail : .....

Cotisation annuelle 20 € (5 € si je ne suis pas imposable). Si je m'abonne à la revue Perspectives, je bénéficie d'une remise de 10 €, et ma cotisation inclura l'abonnement.
Bulletin et chèque à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités.
4 numéros par an : 10 € (2 € si je suis non imposable). Abonnement de soutien 25 €.
Je joins un chèque de ..... € à l'ordre de Entraide et Solidarités.
Bulletin d'abonnement à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

Perspectives
4 numéros par an • ISSN-L 0981-6178
Rédaction & administration :
46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS
Tél. : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16
Directeur de la publication :
François Ferrisse
Rédaction : Jean Paillou, Pierre Trinson, Marie-Françoise Sacré, Jean-Paul Mercier
Mise en page & image : Studio Kakao
Impression : Les presses de Touraine, Tours
Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux

infos@entraide-et-solidarites.fr
www.entraide-et-solidarites.fr
entraideetsolidarites